

Étude des crédits

**Demandes de renseignements généraux
des oppositions**

DEMANDES 1 À 65

**2017
2018**

Avril 2017



**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
1.	Voyages hors QC	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Conférences de presse, événements	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
5.	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6.	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
7.	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme</u>, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>par le ou <u>les cabinets ministériels</u> en 2016-2017, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
8.	Autorisation art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9.	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10.	Contrats cabinet	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
11.	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12.	Développements informatiques > 100 000 \$	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		<p>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.</p> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</p> <p>m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.</p>
13.	Dépenses diverses	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
15. a)	Minorités visibles 35 ans et +	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. b)	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
15. c)	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
15. d)	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
15. e)	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. f)	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15. g)	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
15. h)	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15. i)	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
15. j)	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
15. k)	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
15. l)	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. m)	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
15. n)	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
15. o)	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
15. p)	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017- 2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
15. q)	Postes abolis par ministère	Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016- 2017 et les cinq années précédentes;
15. r)	Effectif autorisé Loi 15	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16. a)	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
16. b)	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
16. c)	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
16. d)	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Aménagement SCT, Cabinet	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
19.	Membres du Cabinet	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
20.	Budget discrétionnaire	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
21.	Personnel hors structure	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22.	Personnel en disponibilité	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.
23.	Occasionnels mis à pied	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.
24.	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
25.	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.
26.	Personnel rémunéré MO affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
27.	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
28.	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
29.	Sites Internet	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
30.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	<p>Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
31.	Visites ministérielles et sous ministérielles	<p>Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
32.	Demandes d'accès à l'information	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33.	Adjoints parlementaires	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
34.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
35.	Ententes gouvernement fédéral et provinces	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
36.	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
37.	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.
38.	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.
39.	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40.	Primes au rendement et bonis	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41.	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42.	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
44.	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
45.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46.	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47.	Reconduction des programmes existants	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48.	Cran d'arrêt	Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49.	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50.	ETC Plan Nord	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
51.	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
52.	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
53.	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
54.	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55.	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56.	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57.	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
58.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats – délégation	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p><u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</u></p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>
59.	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
60. a)	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
60. b)	Indemnités de retraite	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61.	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62.	Bilan des compressions budgétaires	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du <i>Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes</i> visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2017-2018.</p>
63.	Développement durable	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
64.	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
65.	Cotisation à des associations	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
--------------	---

Endroit	Date du voyage	But du voyage/Bilan du voyage	Participants concernés/Personnes rencontrées	Coût réel (\$)
Île-du-Prince-Édouard – Canada	20 au 23 juin 2016	Prendre le traversier de Souris (Île-du-Prince-Édouard) pour se rendre aux Îles-de-la-Madeleine afin d'effectuer une vérification dans le cadre des programmes d'infrastructures.	- Nicolas Roy, chef d'équipe - Yannick Ferland, soutien aux vérificateurs	879,92
Victoria – Colombie-Britannique	27 et 28 juin 2016	Diriger la délégation québécoise lors des réunions provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du logement.	- Martin Coiteux, ministre - Marc-Antoine Trudel, conseiller politique	3 971,35
Halifax – Nouvelle-Écosse	12 au 14 octobre 2016	Assister à la rencontre des ministres de la Justice et de la Sécurité publique.	- Martin Coiteux, ministre - Alexandre Boulé, attaché politique	2 373,67
Toronto – Ontario	20 et 21 octobre 2016	Participer au Conseil des ministres du Québec et de l'Ontario.	- Martin Coiteux, ministre	1 299,26
Ottawa – Ontario	31 octobre et 1 ^{er} novembre 2016	Diriger la délégation québécoise lors des réunions provinciale-territoriale et fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du logement.	- Marc Croteau, sous-ministre	491,17
Alger – Algérie	17 au 23 février 2017	Prendre part à un séminaire de formation à titre de conférenciers-formateurs suite au mandat obtenu par l'École nationale d'administration publique de la part du ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales d'Algérie.	- Stéphane Bouchard, directeur général de la Direction de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire - Daniel Roberge, conseiller stratégique	Aucun coût pour le Ministère

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18)* en ce qui concerne le ministre et les titulaires d'un emploi supérieur.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
--------------	---

Destination	Date du voyage	Coûts
Val-d'Or	11 mai 2016	1 227,00 \$
Val-d'Or	15 mai 2016	1 820,80 \$
Matagami	17 juin 2016	2 794,47 \$
Îles-de-la-Madeleine	29 juin au 1 ^{er} juillet 2016	507,32 \$
Kuujuuaq	1 ^{er} et 2 septembre 2016	5 662,24 \$
Sept-Îles	12 janvier 2017	3 078,39 \$
Saguenay	29 et 30 janvier 2017	529,58 \$
Montréal	2 février 2017	507,32 \$
Rouyn-Noranda	6 février 2017	2 822,64 \$
Sept-Îles	2 mars 2017	3 249,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
--------------	--

Commandites/Ententes de partenariat et de visibilité	
Organismes bénéficiaires	Coût 2016-2017
Jeune conseil de Montréal	1 000 \$
Les Arts et la ville	2 500 \$

Objets promotionnels	
Fournisseur	Coût 2016-2017
S.O.	

Communiqués de presse	
Fournisseur	Coût 2016-2017
CNW Telbec	5 777,35 \$

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Publicités	
Fournisseurs	Coût 2016-2017
Ordre des urbanistes du Québec	950,00 \$

Photographes	
Fournisseur	Coût 2016-2017
Leblanc, Louise (Photographe)	232,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Événements

Sujet : Cérémonie de remise de prix du Mérite municipal 2016

But visé : À l'occasion de la Semaine de la municipalité 2016 (29 mai au 4 juin 2016), s'est tenue la Cérémonie de remise de prix du Mérite municipal : un hommage public à l'engagement des citoyens et des organismes dans le développement et le mieux-être de leur collectivité ainsi que de la municipalité dont ils font partie.

Lieu : Restaurant Le Parlementaire de l'Hôtel du Parlement

Fournisseurs : Pontbriand, Restaurant Le Parlementaire de l'Hôtel du Parlement, Louise Leblanc photographe, Reprografic, Paillard et Taxi Coop Québec.

Dépenses : 10 097,55 \$

Sujet : Congrès de la Fédération québécoise des municipalités 2016

But visé : Congrès annuel rassemblant plus de 2 000 élus membre de la FQM dans le but d'échanger et de débattre de divers enjeux municipaux

Lieu : Centre des congrès de Québec

Fournisseurs : Centre des congrès de Québec

Dépenses : 1 740 \$

Sujet : Colloque géomatique 2016

But visé : Location d'un espace pour le compte du gouvernement du Québec à l'activité Colloque géomatique 2016 dans le but de partager les dernières nouvelles et réalisations des ministères et organismes dans le domaine géospatial.

Lieu : Palais des congrès de Montréal

Fournisseurs : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et Centre de services partagés du Québec

Dépenses : 2 138,24 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Conférences de presse

Sujet : Insularité des Îles-de-la-Madeleine-Conférence de presse du premier ministre du Québec, M. Philippe Couillard, du ministre de la Famille, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ministre responsable de la région de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, M. Sébastien Proulx, et du député des Îles-de-la-Madeleine, M. Germain Chevarie

But visé : Reconnaissance officielle du caractère unique de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine

Lieu : Club des 50 ans et plus de Fatima, 1-4 chemin Ernest, Fatima

Fournisseurs : Club des 50 ans et plus de Fatima, Groupe l'Île imaginaire

Dépenses : 730 \$

Sujet : Signature de la Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la capitale nationale, en présence du maire de Québec

But visé : Projet de loi visant à reconnaître le statut particulier de la capitale nationale

Lieu : Assemblée nationale du Québec

Fournisseurs : Composition Orléans inc., Les Cadres Marie-Pier inc.

Dépenses : 245 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Conférence de presse (suite)

Sujet : **Inauguration des nouvelles installations à la marina et au quai municipal de Saint-Félicien dans le cadre du Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Grands projets**

But visé : Annonce de l'amélioration de l'aménagement de la marina et du quai pour un montant maximal de 1,76 M\$

Lieu : Centre des loisirs de Belle-vue de St-Félicien

Fournisseur : Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

Dépenses : 2 052,69 \$

Sujet : **Aide financière au Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière**

But visé : Annonce d'une aide financière d'une valeur de 240 000 \$ du gouvernement du Québec pour l'acquisition d'un robot-soudeur.

Lieu : Centre intégré de mécanique industrielle de la Chaudière

Fournisseur : Musique Beaudoin inc.

Dépenses : 660 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Conférence de presse (suite)

Sujet : Conférence de presse à la suite du dépôt du projet de loi sur la redéfinition des relations Québec-Municipalités

But visé : Déclaration reconnaissant formellement le statut de gouvernement de proximité aux municipalités

Lieu : Assemblée nationale du Québec

Fournisseurs : CopieExpress enr., Composition Orléans inc., Les Cadres Marie-Pier inc.

Dépenses : 821,50 \$

Sujet : Signature de la Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la métropole, en présence du maire de Montréal

But visé : Projet de loi visant à reconnaître le statut particulier de la métropole

Lieu : Assemblée nationale du Québec

Fournisseurs : CopieExpress enr., Composition Orléans inc., Les Cadres Marie-Pier inc., Sprintmédia

Dépenses : 936,50 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

La liste des formations auxquelles ont participé les employés du Ministère se trouve dans la réponse à la question numéro 5 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)*.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Aucune formation en communication n'a été organisée par le Ministère en 2016-2017 pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)*.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 et par le cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût du contrat	Mode d'octroi
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire			
Bélisle, Luc	Agir à titre de conciliateur dans le cadre de la construction d'une maternité porcine relativement aux mesures d'atténuation exigées par la Municipalité de Lorrainville.	9 000,00 \$	Gré à gré
Bordage, Gilles	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	5 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Composition Orléans inc.	Impression de documents relativement à la Politique de simplification des redditions de comptes des municipalités au gouvernement et de son Plan d'action gouvernemental.	1 690,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Décimal technologies inc.	Fournir des services auprès de la Direction des ressources humaines afin d'offrir un outil de planification et de prévision de la masse salariale.	24 500,00 \$	Gré à gré
Deveault, Renée	Offrir des services de santé prodigués par l'infirmière pour effectuer la consultation et la vaccination auprès du personnel du Ministère.	2 000,00 \$	Gré à gré
Documens Traduction inc.	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Dumont, Yvan	Fournir des services auprès de la Direction générale des infrastructures afin de soutenir les travaux de la Direction des affaires juridiques dans la cause opposant le Gouvernement du Québec à la Municipalité de Saint-Augustin, située en basse Côte-Nord.	4 338,00 \$	Gré à gré
Ébénisterie Marc-André Lavigreur	Procéder à la réparation de quatre chaises et d'une table de conférence.	1 650,00 \$	Gré à gré
Éditions le téléphone rouge inc.	Effectuer l'impression de documents pour l'étude des crédits 2016-2017.	2 444,24 \$	Gré à gré
Groupe Edgenda inc. (anciennement AFI Expertise)	Fournir une formation portant sur Excel aux employés du Ministère.	1 770,00 \$	Gré à gré
Groupe Pro-Actif Consultants inc.	Réaliser un montage graphique du document d'orientation "Pour une meilleure gestion des risques dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubies" ainsi que de documents d'accompagnement.	5 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer l'impression de chemises numérotées pour le registraire.	2 921,10 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 et par le cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût du contrat	Mode d'octroi
Imprimerie Joseph Clermont	Effectuer l'impression de pochettes de signatures.	5 498,00 \$	Gré à gré
Interactif Cabinet-Conseil en communication multimédia	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	15 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Lafortune Légal	Effectuer l'impression de rapports pour la Direction des affaires juridiques.	3 561,01 \$	Gré à gré
Mobilier de bureau MBH	Réaliser une étude en lien avec un projet de mobilier intégré au Ministère.	2 280,00 \$	Gré à gré
McBryde, Anne	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
OsezArta inc.	Offrir un service d'animation lors de la réunion provinciale-territoriale des ministres responsables des administrations locales.	2 650,00 \$	Gré à gré
Pelletier, Marc	Fournir des services-conseils pour la mise en place d'éléments de la <i>Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal</i> (Projet de loi n°110).	20 000,00 \$	Gré à gré
PG Solutions inc.	Procéder à la conversion des données et des licences de SyGID à SyGED ainsi que la formation du personnel affecté par le changement.	17 860,00 \$	Gré à gré
Pige Communication inc.	Effectuer divers travaux de graphisme pour la Direction des communications.	23 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Point Virgule	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	5 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Pontbriand (9306-3238 Québec inc.)	Confectionner des trophées pour l'événement du Mérite municipal 2016.	2 991,12 \$	Gré à gré
Quinn, Judy	Effectuer différents travaux reliés à la révision linguistique de documents pour le Ministère.	7 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017 et par le cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût du contrat	Mode d'octroi
Restaurant Le Parlementaire	Offrir un service de traiteur lors de la réunion provinciale-territoriale des ministres responsables des administrations locales.	1 218,94 \$	Gré à gré
Rochette, Michel	Produire une analyse comparative des offres de services proposées par différents fournisseurs en fonction des besoins identifiés par la Direction des ressources informationnelles.	22 500,00 \$	Gré à gré
Terranova Worldwide Corporation	Réaliser un programme complet de sensibilisation en sécurité de l'information.	23 591,00 \$	Gré à gré
Timmins, Stephen	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	12 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Tours du vieux Québec, Les	Offrir un service de tour de ville et de visite guidée aux participants de la réunion provinciale-territoriale des ministres responsables des administrations locales.	1 000,00 \$	Gré à gré
Traducteurs Unis, Les	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	3 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Turgeon, Pierre	Fournir des services professionnels relatifs à l'entretien, à l'assistance technique et au support visant à refondre le système informatique de la Société québécoise d'assainissement des eaux.	20 000,00 \$	Gré à gré
Ubiquis Canada inc.	Effectuer différents travaux reliés à la traduction de documents du français vers l'anglais pour le Ministère.	6 000,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Cabinet ministériel			
Aucun contrat à déclarer pour le Cabinet ministériel en 2016-2017.			

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

En date du 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Le Ministère n'a aucun contrat ayant fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le Ministère n'a aucun contrat découlant d'un appel d'offres public en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 7 des oppositions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Nom du projet :** Gestion des programmes d'infrastructures MOSAIC (Livré en cours d'année)
- b. Nature du projet :**
Système visant à mettre en place les services permettant de gérer de façon uniformisée l'ensemble des programmes d'aide financière en infrastructures municipales
- c. Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- d. Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 34 160 390 \$
- e. Évaluations du coût du projet les plus récentes :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- f. Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :**
2016-2017 : 315 800 \$
- g. Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- h. Firms ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- i. Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** 100 %
- j. Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- k. Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- l. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :**
Non. La Politique cadre a été mise en place après le début du projet Mosaic, en 2009.
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :** Aucune pénalité appliquée

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Nom du projet :** Refonte du système Analyse sélective (Livré au cours de l'année)
- b. Nature du projet :** Le projet découle d'une refonte du système actuel pour palier à sa désuétude, puisque sa mise en production remonte à la fin des années 80. Ce système est utilisé pour la gestion des règlements d'emprunts provenant des municipalités. Il permet notamment de déterminer le type d'analyse financière à réaliser en fonction de critères financiers. De plus, il produit plusieurs rapports et statistiques facilitant la gestion des dossiers de règlement d'emprunt. L'approbation des règlements d'emprunt permet d'apposer un certificat de validité attestant que les règlements ont reçu les autorisations requises et que le financement associé ne peut être contesté, ce qui permet aux municipalités d'obtenir des taux d'intérêt avantageux. La nouvelle solution prévoit l'utilisation de logiciels libres ainsi que la récupération d'informations disponibles en données ouvertes.
- c. Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- d. Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 623 200 \$
- e. Évaluations du coût du projet les plus récentes :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- f. Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :**
2016-2017 : 274 553 \$¹
- g. Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- h. Firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- i. Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** 100 %
- j. Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- k. Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- l. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :** Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL).
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :** Aucune pénalité appliquée

¹ Au 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Nom du projet :** Suivi de l'évaluation foncière
- b. Nature du projet :** Intégration des fonctionnalités de deux systèmes dans un nouveau système de suivi de l'évaluation foncière en raison de leur désuétude technologique : Sommaire du rôle (gestion des sommaires des rôles d'évaluation financière des municipalités) et Proportion médiane (établissement, à partir des ventes immobilières de la province, de la proportion médiane et du facteur comparatif du rôle d'évaluation foncière de chaque municipalité du Québec).
- c. Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- d. Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 966 500 \$
- e. Évaluations du coût du projet les plus récentes :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- f. Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :**
2016-2017 : 170 112 \$¹
- g. Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- h. Firms ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- i. Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** 33 %
- j. Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- k. Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- l. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :** Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL).
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :** Aucune pénalité appliquée

¹ Au 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. **Nom du projet :** Société québécoise de l'assainissement des eaux
- b. **Nature du projet :** Le système de gestion de la dette de la Société québécoise de l'assainissement des eaux (SQAE) fait l'objet d'une refonte en raison de sa désuétude technologique. Lors de l'abolition de la SQAE en 2011, ses activités ont été transférées au MAMOT. La mission de la SQAE consistait à fournir des services de gestion et de financement appropriés aux municipalités afin qu'elles puissent se doter d'équipements d'assainissement des eaux usées de qualité, au meilleur coût possible, et ce, dans l'intérêt de leur population. Le MAMOT doit donc gérer 2,5 milliards \$ de dettes ayant servi au financement des travaux et ce jusqu'en 2027.
- c. **Échéancier initial (et revu s'il y a lieu) :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- d. **Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 258 900 \$
- e. **Évaluations du coût du projet les plus récentes :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- f. **Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :**
2016-2017 : 55 968 \$²
- g. **Estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- h. **Firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- i. **Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** 65 %
- j. **Nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet :** Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- k. **Nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :**
Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits
- l. **Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics :** Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL).
- m. **Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :** Aucune pénalité appliquée

² Au 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2016-2017
Photocopie	11 399,95 \$
Mobilier de bureau et ameublement	1 650 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeur d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	108 318,84 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	1 611,37 \$
- à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Type de dépense reliée à la téléphonie pour l'année financière 2016-2017 ¹	MAMOT
a) Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés)	19
b) et j) Nombre de tablettes électroniques (IPad ou autres) et de portables utilisés	29
c) Nombre de téléavertisseurs utilisés	Aucun
d) Coûts d'acquisition des appareils (cellulaires et téléphones intelligents)	Aucun
e) Coût d'utilisation des appareils (frais hors forfaits de téléphonie mobile)	663,94 \$
f) Coût des contrats téléphoniques (téléphonie mobile)	13 509,94 \$
g) Noms des fournisseurs	Rogers, Bell et Telus
h) Nombre de minutes utilisées	113 866
i) Ordinateurs portables (Acquisition)	0
k) Coûts des frais d'itinérance ²	36,00 \$
l) Coûts de résiliation, s'il y a lieu ³	1 650,00 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

¹ Au 31 janvier 2017

² Coûts d'utilisation des appareils cellulaires qui ne sont pas inclus dans les forfaits de téléphonie mobile incluant les frais d'itinérance mais également des frais divers, dont l'assistance annuaire.

³ Les coûts de résiliation sont principalement dus à la transition obligatoire entre le forfait cellulaire gouvernemental 2005-2015 et le forfait 2015-2025 et au remaniement ministériel (Ministère de la Sécurité Publique et MAMOT).

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2016-2017

35 ANS ET PLUS - MAMOT (Effectif régulier)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapées	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +	32	17	49	13,6 %	1	-	-	2
Professionnels	35 ans et +	118	102	220	61,3 %	31	1	3	-
Fonctionnaires et ouvriers	35 ans et +	19	71	90	25,1 %	8	-	-	2
Total de l'effectif régulier		169	190	359	100,0 %	40	1	3	4
% sur les employés réguliers (434)		38,9 %	43,8 %	82,7 %		10,8 % des employés réguliers (47/434)*			

* L'addition des chiffres donne 48, mais une personne compte dans deux catégories. Le nombre réel de personnes est donc de 47.

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2016-2017

34 ANS ET MOINS - MAMOT (Effectif régulier)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapées	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -	-	-	-	0 %	-	-	-	-
Professionnels	34 ans et -	28	30	58	77,3 %	2	-	-	-
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -	4	13	17	22,7 %	1	-	-	-
Total de l'effectif		32	43	75	100,0 %	3	-	-	-
% sur les employés réguliers (434)		7,4 %	9,9 %	17,3 %		0,7 % des employés réguliers (3/434)			

Données au 28 février 2017 excluant les étudiants et stagiaires et cabinet
 Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2016-2017

Ministère	
Catégories d'emploi	Total
Cadres	279,0
Professionnels	3 025,5
Fonctionnaires et ouvriers	1 710,5
TOTAL	5 015,0

Comprends les codes d'absences 120, 240, 246, 248, 270 et 424

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 17 mars 2017

Source : SAGIP

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2016-2017

Ministère

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	10	11	17	11	49
Professionnels	91	116	57	41	305
Fonctionnaires et ouvriers	71	33	15	10	129
Total	172	160	89	62	483
La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)					

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 28 février 2017

Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) ; - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL POUR 2016-2017

Ministère
Heures supplémentaires réalisées

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	4 959,92
Fonctionnaires et ouvriers	847,27
TOTAL	5 807,19

Coût total des heures compensées en congé (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	161 995,26
Fonctionnaires et ouvriers	25 949,97
TOTAL	187 945,23 \$

Coût total des heures payées (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	66 869,98
Fonctionnaires et ouvriers	4 164,96
TOTAL	71 034,94 \$

Ne s'applique pas au personnel d'encadrement et au personnel de cabinet
 Données au 17 mars 2017
 Source d'information : SAGIP

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2016-2017
Ministère

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres	25,5	50,0	84,5	265,0	370,0	67,5	74,0	26,0	69,5	62,5	27,5	26,5	1 148,5
Professionnels	221,0	183,5	430,5	1 248,5	1 916,5	436,5	205,0	111,5	441,5	446,5	130,0	229,5	6 000,5
Fonctionnaires et ouvriers	75,5	130,5	239,5	513,5	719,5	207,0	121,5	74,5	201,0	177,0	84,5	68,5	2 612,5
Total	322,0	364,0	754,5	2 027,0	3 006,0	711,0	400,5	212,0	712,0	686,0	242,0	324,5	9 761,5

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 17 mars 2017

Source d'information : SAGIP

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2016-2017

Ministère

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	15	30	3	1	49
Professionnels	43	254	7	1	305
Fonctionnaires et ouvriers	34	95	0	0	129
TOTAL des personnes	92	379	10	2	483
La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)					

Ces chiffres EXCLUENT le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

Données au 28 février 2017

Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2016-2017

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations quant au nombre de personne, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

J) l'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

ANNÉE 2016-2017 (MAMOT)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État	1	1	33	1	1	4	-	1	1	1	1	-	1	1	1	1	49
Professionnels : Inclus CGRH et ingénieurs	3	6	181	3	4	43	4	5	3	1	5	4	4	3	6	3	278
Fonctionnaires et Ouvriers	2	2	78	1	1	10	1	1	1	1	3	1	1	1	1	2	107
Total	6	9	292	5	6	57	5	7	5	3	9	5	6	5	8	6	434

Données au 28 février 2017

Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR POUR 2016-2017

POUR LE MINISTÈRE

ANNÉE	EMPLOYÉS
2016-2017	74 (incluant ingénieurs et CGRH)

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE POUR 2016-2017

23 employés du Ministère bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

Données au 28 février 2017

Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

M) LE NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

ANNÉE 2016-2017 MAMOT

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanau-dièrre	Laurentides	Montérégie	Centre-du-QC	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État	1	1	35	1	1	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	58
Professionnels	4	5	214	4	4	47	4	5	4	1	5	5	4	4	5	4	319
Fonctionnaires et Ouvriers	2	1	85	2	1	15	1	2	1	1	3	1	1	1	1	2	120
Total	7	7	334	7	6	71	6	8	6	3	9	7	6	6	7	7	497

Données 28 février 2017
 SOURCE : SAGIR

Études crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

Le MAMOT n'a aboli aucun poste en 2016-2017.

R) Effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 16

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. **b)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. **c)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées. **d)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017.
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2016-2017, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du Trésor.
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 : veuillez vous référer à la question n° 16 a) des renseignements généraux.
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 10 retraités.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de la dite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Coût au m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagement \$ 2016-2017 (du 01-04-2016 au 31-03-2017)
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire					
Baie-Comeau	625, boulevard Lafèche	284,30	205,18	59 907,60	
Cap-aux-Meules	224, chemin Principal, Cap-aux-Meules	57,50	173,68	10 256,28	
Chandler	500, avenue Daigneault	270,59	124,80	34 681,44	
Chibougamau	215, 3 ^e Rue	253,21	188,49	49 016,16	
Saguenay	227, rue Racine Est	267,84	192,84	53 044,80	
Gatineau	170, rue de l'Hôtel-de-Ville	289,74	235,37	70 037,40	
Joliette	40, rue Gauthier Sud	274,20	190,43	53 625,84	
Montréal	800, Place Victoria	3 196,27	322,01	1 072 976,16	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	14 024,92	197,07	2 920 631,88	
Rimouski	337, rue Moreault	271,38	136,08	37 728,00	
Rouyn-Noranda	170, avenue Principale	286,58	215,81	63 516,72	
Longueuil	201, Place Charles-Lemoyne	342,62	126,44	44 490,36	
Saint-Jérôme	161, rue de la Gare	200,88	217,90	44 953,68	
Sherbrooke	200, rue Belvédère Nord	325,32	205,05	67 140,12	
Thetford Mines	1100, boulevard Frontenac Est	220,74	207,73	47 092,32	
Trois-Rivières	100, rue Laviolette	328,85	133,38	44 319,72	
Victoriaville	62, rue Saint-Jean-Baptiste	316,06	150,25	48 770,16	
Total		21 211,00		4 722 188,64	0,00

Notes : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aménagement (Cabinet) : 1 782 \$

Aménagement (Bureau du sous-ministre) : 1 134 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Cabinet du ministre Martin Coiteux (MAMOT-MSP) au 2017-02-28

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Hébert, Olivier	Directeur de cabinet	Québec
Trudel, Marc-Antoine	Attaché politique	Québec
Normand, Marie-Josée	Attachée politique	Québec
Bégin, Francine	Employée de soutien	Québec
Lafontaine, Joannie	Employée de soutien	Québec
Morin, Kevin	Attaché politique	Québec
Frémont, Catherine	Attachée politique	Montréal
Barré, Thomas	Attaché politique	Québec
Labranche, Marie-Ève	Directrice de cabinet adjointe	Montréal
Pelletier, Marie-Ève	Attachée politique	Québec
Boulé, Alexandre	Attaché politique	Montréal
Pelletier, Danièle	Attachée politique	Québec
Lagacé, Caroline	Attachée politique	Québec

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Cabinet du ministre Martin Coiteux (MAMOT-MSP) au 2017-02-28 - Suite

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Bird, Tina	Employée de soutien	Kirkland
Volakakis, Eftyhia	Attachée politique	Kirkland
Chauvette, Anne-Louise	Attachée politique	Montréal
Santos, Sonny	Attaché politique	Kirkland
Plamondon, Kelly	Attachée politique	Québec
Ross, Simon	Attaché politique	Québec
Morrier, Jacob	Attaché politique (étudiant)	Montréal
Blanchette, Félix	Attaché politique (étudiant)	Québec

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Babin, Claudia	Attachée politique	Québec	2016-06-14
Migneault, Isabelle	Directrice de cabinet	Québec	2016-06-27
Lapointe, Guylaine	Attachée politique	Québec	2017-01-04
Martel, Lyne	Attachée politique	Montréal	2017-02-03
Descôteaux, Gilles	Attaché politique	Québec	Décès
Paquet, Danielle	Attachée politique	Québec	Décès

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

La description d'emploi

Veillez vous référer à l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre (4-83) qui stipule les attributions respectives aux directeurs de cabinet, attachés politiques ou employés de soutien.

Masse salariale autorisée 2016-2017

Cabinets du ministre Martin Coiteux : 1 500 000 \$ (MAMOT et MSP)

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
«L'Art-Rivé» Centre de Jour de Rivière-des-Prairies	2 000,00 \$
À l'eau Péribonka	1 000,00 \$
Actia inc., L'	1 000,00 \$
Amis de Samuel, Les	1 500,00 \$
Amis et Riverains de la Rivière Châteauguay, Les	1 000,00 \$
Appartenance Mauricie Société d'histoire régionale	1 000,00 \$
Armée du Salut - Magasin d'occasion	1 000,00 \$
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.*	1 000,00 \$
Association culturelle du Havre-Aubert [ACHA]	2 000,00 \$
Association culturelle Haïtienne "La Perle Retrouvée"	500,00 \$
Association des centres d'urgence du Québec	2 000,00 \$
Association des locataires de la Résidence Vimont, L'	2 500,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Association des locataires Entre Nous	1 000,00 \$
Association du Hockey Mineur de Mercier	1 000,00 \$
Association la Belle Vie inc., L'	1 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	1 000,00 \$
Association québécoise de voile adaptée (A.Q.V.A.)	1 000,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	1 000,00 \$
Association québécoise des personnes aphasiques	500,00 \$
Atelier 850	1 000,00 \$
Atelier Musical Panarmonia	1 000,00 \$
Avant tout, les enfants	1 000,00 \$
Banques alimentaires du Québec, Les	5 000,00 \$
Biennale de Montréal	2 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
C.M.C. Concours de musique du Canada inc.	500,00 \$
Cafétéria communautaire MultiCaf, La	2 000,00 \$
Campagnol des jardins de Napierville Centre de Jour, Le	1 000,00 \$
Carrefour action municipale et familles	1 500,00 \$
Carrefour d'Initiatives Populaires de Rivière-du-Loup	500,00 \$
Carrefour Jeunesse Emploi Arthabaska	1 000,00 \$
Centre d'action bénévole "La Grande Corvée"	1 000,00 \$
Centre d'activités physiques des Îles	1 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	1 000,00 \$
Centre de bénévolat et Moisson Laval	1 000,00 \$
Centre de recherches et d'activités culturelles et communautaires sur les diversités (CRaACC - DiversitéS)	1 000,00 \$
Centre des Femmes du Haut-Saint-François La Passerelle	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
----------------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Centre d'Intégration Multi-Services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	4 000,00 \$
Centre Jean Bosco de Maniwaki	2 500,00 \$
Centre jeunesse LGBTQ	5 000,00 \$
Centre la Mésange, Le	1 000,00 \$
Centre Lavallois pour l'Intégration et la Cohésion Sociale (CLICS)	2 000,00 \$
Cercles de Fermières du Québec, Les	500,00 \$
Chambre de commerce de la Haute-Matawinie, La	500,00 \$
Chambre de commerce des Îles	1 500,00 \$
Chevaliers de Colomb du Conseil de St-Alexis-des-Monts, numéro 9829, Les	1 000,00 \$
Circuit du Paysan	2 000,00 \$
Club âge d'or Butterfly R.D.P.	500,00 \$
Club Civitan de Châteauguay	2 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Club de l'Âge d'or de Lacolle et Saint-Bernard inc., Le	1 000,00 \$
Club de Rallye de Charlevoix inc.	1 000,00 \$
Club de soccer Rivière-des-Prairies (C.S.R.D.P.)	1 000,00 \$
Club Fadoq Lac-aux-Sables	500,00 \$
Club littéraire de Louiseville inc.	1 000,00 \$
Club Motos-neige Mont-Bleu inc.	1 000,00 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	2 000,00 \$
Colibri - Lac-Mégantic, Le	1 000,00 \$
Collège des Compagnons (CS des Découvreurs)	2 000,00 \$
Comité de revitalisation du centre-ville de Matane inc.	500,00 \$
Comité des fêtes du 150 ^e anniversaire d'Alma	5 000,00 \$
Comité des fêtes du 150 ^e anniversaire de Pont-Rouge	750,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Comité du 100 ^e Ville de la Sarre	1 000,00 \$
Comité pour l'embellissement de Saint-Magloire	1 000,00 \$
Commission scolaire de Portneuf	1 000,00 \$
Commission scolaire des Navigateurs	2 000,00 \$
Commission sportive de Montréal-Concordia inc.	2 000,00 \$
Concours musical international de Montréal	50 000,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	2 000,00 \$
Conseil québécois LGBT	300,00 \$
Conseil Régional des personnes âgées Italo-canadiennes de Montréal	3 500,00 \$
Coop St-Louis	1 000,00 \$
Coopérative de solidarité de Mékinac	15 000,00 \$
Coopérative de Solidarité de Saint-Nérée-de-Bellechasse	2 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Coopérative de solidarité du Cap	500,00 \$
Corbeille-Bordeaux-Cartierville, La	1 000,00 \$
Corporation du Jardin des Ursulines	750,00 \$
Corporation du Noël des enfants 2002	1 000,00 \$
Corporation études-sports de l'Université de Sherbrooke	1 000,00 \$
Corporation La Maison des Trois Colombes 2014	1 000,00 \$
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La	2 000,00 \$
Culture et Loisirs Entrelacs	1 000,00 \$
École Alfred-Pellan (CS Lavai)	2 000,00 \$
École Joseph-Poitevin (CS du Val-des-Cerfs)	1 000,00 \$
École Saint-Luc (CS de Montréal)	1 000,00 \$
Entraide communautaire des Îles	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
ESPACE région de Québec	1 000,00 \$
Événements Saint-Jérôme	1 000,00 \$
Expression LaSalle centre communautaire en santé mentale	1 000,00 \$
FADOQ - Région Île de Montréal	1 000,00 \$
Family Ties Carrefour Famille New Caslisle	500,00 \$
Fédération des transporteurs par autobus	300,00 \$
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales [FQM]	25 000,00 \$
Festi-Jazz International de Rimouski	1 000,00 \$
Festival Anjou inc.	6 000,00 \$
Festival de chasse du Haut Saint-Maurice	500,00 \$
Festival de la chanson et de l'humour le Tremplin de Dégelis	2 000,00 \$
Festival de la Galette de Sarrasin inc.	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Festival de la truite mouchetée de Saint-Alexis-des-Monts inc.	1 000,00 \$
Festival de Musique de chambre de Montréal, Le	50 000,00 \$
Festival de Saint-Michel	1 000,00 \$
Festival des Molières	1 000,00 \$
Festival d'Hiver de Roberval	1 000,00 \$
Festival du Fromage de Saint-Prime	500,00 \$
Festival Folifrets Baie-James	1 000,00 \$
Fête des neiges de Magog	500,00 \$
Fête des vendanges Magog-Orford	1 000,00 \$
Fête du Lac des Nations inc., La	2 000,00 \$
Fêtes de Chez Nous inc., Les	1 500,00 \$
Foire d'art contemporain de Saint-Lambert (FAC), La	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Fondation Baluchon Alzheimer	2 000,00 \$
Fondation C.A.R.M.E.N.	1 000,00 \$
Fondation de la Commission scolaire de Montréal	2 000,00 \$
Fondation de la Place des Arts	1 500,00 \$
Fondation de La Tablée Populaire, La	1 000,00 \$
Fondation du cancer du sein du Québec	2 000,00 \$
Fondation du CHU de Québec	2 000,00 \$
Fondation Équipe-Québec	2 000,00 \$
Fondation Le Chaînon, La	1 000,00 \$
Fondation Le Monarque, La	3 000,00 \$
Fondation Madeli-Aide	1 000,00 \$
Fondation OLO	500,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Fondation Serge Maril	1 000,00 \$
G.R.I.S. (Groupe de Recherche et d'Intervention Sociale gais et lesbiennes)	500,00 \$
Gaspé, Berceau du Canada	1 000,00 \$
Grandes Veillées de la Baie, Les	2 000,00 \$
Grand-Prix cycliste de La Matapédia	2 000,00 \$
Grands Amis de la Vallée	1 000,00 \$
Grands Frères et Grandes Sœurs de Trois-Rivières	2 000,00 \$
Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02	1 000,00 \$
Héritage Maritime Canada	1 000,00 \$
Intégration sociale des enfants handicapés en milieu de garde (ISEHMG)	1 000,00 \$
Jeunes Entreprises du Québec inc., Les	1 000,00 \$
Jeunes Marins Urbains	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Jeunesse au Soleil	3 000,00 \$
Légion Royale Canadienne Lachine filiale 85-90	31 000,00 \$
L'Entre-Deux-Tournants	2 000,00 \$
Ligue des Noirs du Québec, La	1 000,00 \$
Maison des Jeunes de Beaujeu, La	1 000,00 \$
Maison d'Haïti	1 000,00 \$
Maison d'Hérelle	1 000,00 \$
Maison du Bouleau Blanc inc., La	1 000,00 \$
Maison du Partage d'Youville inc., La	1 000,00 \$
Maison Pauline Bonin	1 000,00 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse inc.	2 000,00 \$
Maximum 90	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Milieu éducatif La Source	1 000,00 \$
Moisson Montréal inc.	2 000,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Cyprien	1 000,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	1 000,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Léon-le-Grand	2 000,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Marcellin	3 000,00 \$
Municipalité de la Paroisse de Saint-Sévère	500,00 \$
Municipalité de Lantier	1 500,00 \$
Municipalité de Saint-Ambroise	10 000,00 \$
Municipalité de Saint-Donat	2 000,00 \$
Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	1 000,00 \$
Municipalité de Saint-Marcel	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Municipalité du Lac-Frontière	1 000,00 \$
Noël du Pauvre Cœur du Québec inc., Le	1 000,00 \$
Oasis des enfants de Rosemont, L'	1 000,00 \$
Œuvres Jean Lafrance inc., Les	2 000,00 \$
Opération Enfant Soleil	3 000,00 \$
Ouverture avec les Arts	1 000,00 \$
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	3 000,00 \$
Pignon Bleu, La maison pour grandir, Le	1 000,00 \$
Prix du Duc d'Édimbourg au Canada [division du Québec], Le	1 000,00 \$
Projet Communic-action	1 000,00 \$
Regroupement de parents de personne ayant une déficience intellectuelle de Montréal	1 000,00 \$
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	2 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc., Le	500,00 \$
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	1 500,00 \$
Sainte-Flore... Rendez-vous des peintres	500,00 \$
Salon Nature Portneuf	500,00 \$
Semaine des Arts, La	1 000,00 \$
Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)	1 000,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge - division du Québec, La	10 000,00 \$
Société de développement économique de Montmagny	1 000,00 \$
Société de mise en valeur de la " Maison O'Neill " et de son site	1 000,00 \$
Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent	3 000,00 \$
Société du Patrimoine, des Arts et de la Culture de Saint-Just-de-Bretenières	1 000,00 \$
Société historique de Montréal	1 000,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Société pour les enfants handicapés du Québec	500,00 \$
Sur le Chemin des Artisans	1 000,00 \$
Symposium des arts de Danville	2 000,00 \$
Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	1 500,00 \$
Trait d'union Québec, Au	1 000,00 \$
Union des municipalités du Québec, L'	25 000,00 \$
Vélo Une ville, Un	1 000,00 \$
Vent dans les Arts, Le	1 000,00 \$
Village sur glace de Roberval	500,00 \$
Ville de Louiseville	1 000,00 \$
Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu	1 000,00 \$
Ville de Saint-Raymond	750,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20	Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
---------------	--

Nom du bénéficiaire	Montant versé
Ville de Scotstown	1 000,00 \$
Zone Homa	2 000,00 \$
Total	465 350,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

En date du 28 février 2017, aucune personne n'est rémunérée par le Ministère sans occuper un poste.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Le MAMOT n'a pas aboli de poste en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 15 J) des oppositions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne rémunérée par le Ministère n'est affectée à d'autres organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	4	176,20 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	4	200,20 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	4	324,20 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	3	423,15 \$
Actualité juridique municipale	6	3 936,00 \$
Cedrom-SNI - abonnement au service Eureka.ca	1	6 338,38 \$
Citation - Droit du travail	1	3 887,12 \$
Code civil du Québec	1	75,00 \$
Code civil du Québec	1	81,05 \$
Code civil du Québec	1	114,05 \$
Code civil du Québec	1	131,05 \$
Code civil du Québec	1	156,05 \$
Code civil du Québec annoté	1	101,05 \$
Code civil du Québec annoté	1	111,05 \$
Code civil du Québec annoté	1	116,05 \$
Code civil du Québec annoté	1	121,05 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	1 143,00 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	1 441,00 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles	1	1 484,00 \$
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	5	2 150,00 \$
Code des municipalités, lois principales et complémentaires	1	1 216,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Code municipal	4	312,00 \$
Code municipal	4	600,00 \$
Code municipal	7	1 085,00 \$
Code municipal et lois connexes	1	70,00 \$
Code municipal et lois connexes	12	900,00 \$
Code municipal et lois connexes	1	150,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	1	720,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	1	723,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	1	723,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	5	2 580,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	13	6 721,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	12	6 564,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	12	7 428,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 482,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	1	759,00 \$
Études Inuit	1	400,00 \$
Journal de Lévis	1	133,99 \$
Journal de Québec	3	519,90 \$
Journal La Gatineau	1	60,00 \$
Journal La Sentinelle	1	41,66 \$
Journal La Tribune	1	213,20 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Journal La Tribune	1	239,20 \$
Journal Le Devoir	4	746,96 \$
Journal Le Haut-Saint-François	1	43,40 \$
Journal Le Quotidien	1	253,73 \$
Journal Le Radar	1	108,72 \$
Journal Le Soleil	1	147,28 \$
Journal Le Soleil	3	624,00 \$
Journal Les Affaires	1	49,99 \$
Journal L'Oie Blanche	1	125,00 \$
La corporation sans but lucratif au Québec	1	245,00 \$
La Terre de chez nous	3	275,64 \$
L'Action Nationale	1	145,00 \$
Le Droit (électronique)	1	120,00 \$
Le Nouvelliste	1	232,56 \$
L'écho Abitibien	1	57,06 \$
L'écho de Frontenac	2	52,20 \$
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	15	4 800,00 \$
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	2	660,00 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	5	505,25 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	5	655,25 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	16	2 160,80 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	2	309,90 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	437,70 \$
Loi sur les cités et villes	2	140,00 \$
Loi sur les cités et villes	1	75,00 \$
Loi sur les cités et villes	5	465,00 \$
Loi sur les cités et villes	15	2 250,00 \$
Loi sur les cités et villes	2	310,00 \$
Loi sur les élections et référendums et Loi sur l'organisation territoriale	2	160,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	5	510,00 \$
Magazine Gaspésie	1	46,09 \$
Magazine Quorum	1	52,00 \$
Magazine Vitalité économique	2	83,40 \$
Manuel d'évaluation foncière du Québec	1	1 250,00 \$
Recueil le règlement municipal	3	630,00 \$
Relations du travail en milieu municipal	2	1 990,00 \$
Revue de droit de McGill	1	80,00 \$
Revue du Barreau canadien	3	145,00 \$
Revue du notariat	1	105,00 \$
Revue juridique Thémis	1	50,00 \$
Revue Organisations et territoires	1	90,00 \$
Revue URBA	1	59,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
---------------	--

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	Quantité	Coût total
Stanstead Journal	1	39,14 \$
The West Québec Post	1	39,03 \$
Total au 28 février 2017	248	77 474,70 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.</p>
---------------	--

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire						
Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement	Responsable du contenu sur le site
Site Web du Ministère http://www.mamot.gouv.qc.ca/	CSPQ MTESS		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) 1 200 \$ (hébergement) 52 000\$ (entretien) ¹	Continue	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages du site Web du Ministère. L'entretien du site WEB concerne principalement le rehaussement du langage de programmation TYPO3 pour garantir la sécurité et la pérennité des sites.	MAMOT
Intranet ministériel http://intranet/Pages/accueil.aspx	CSPQ MTESS		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) 97 118 \$ (hébergement) ² 52 000\$ (entretien) ¹	Continue	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel.	MAMOT

¹ Coût d'entretien pour le site Web du Ministère et l'Intranet ministériel.

² Coût total de l'infrastructure partagée soutenant le site Intranet ministériel. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement	Responsable du contenu sur le site
Site Web Élections municipales www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ¹	Ponctuelle, en fonction des besoins	Aucune mise à jour. Le site est actualisé aux quatre ans dans le cadre des élections municipales.	MAMOT
Site Web Semaine de la municipalité www.semainedelamunicipalite.gouv.qc.ca	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ¹	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins. Dans le cadre de l'exercice de rationalisation des sites Web gouvernementaux piloté par le Secrétariat à la communication gouvernementale, le contenu de ce site Web a été déplacé vers le site Web principal du Ministère en juin 2016.	MAMOT

¹ Les coûts d'hébergement de ce site sont inclus dans le coût d'hébergement du site Web du Ministère.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.</p>
---------------	--

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement	Responsable du contenu sur le site
Site Web Municipalité durable www.municipalitedurable.gouv.qc.ca/	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) (hébergement et entretien) ¹	Ponctuelle, en fonction des besoins	Mise à jour, selon les besoins. Dans le cadre de l'exercice de rationalisation des sites Web gouvernementaux, piloté par le Secrétariat à la communication gouvernementale, le contenu de ce site Web a été déplacé vers le site Web principal du Ministère en juin 2016.	MAMOT
Site Web du Secrétariat à la région métropolitaine www.metropole.gouv.qc.ca/	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) 600 \$ (hébergement et entretien) ²	Continue	Dans le cadre de l'exercice de rationalisation des sites Web gouvernementaux piloté par le Secrétariat à la communication gouvernementale, le contenu de ce site Web a été déplacé vers le site Web principal du Ministère en novembre 2016. Depuis cette date, le site du Secrétariat à la région métropolitaine est entretenu par le Ministère.	MAMOT
PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	CSPQ		0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne) 151 475 \$ (hébergement) ³ 60 894 \$ ⁴ (entretien)	Ponctuelle	Mise à jour, selon les besoins. Le MAMOT a procédé à la refonte du service de transfert de fichiers afin de faciliter les échanges avec les diverses clientèles du Ministère.	MAMOT

¹ Les coûts d'hébergement de ce site sont inclus dans le coût d'hébergement du site Web du Ministère.

² Les crédits sont assumés par le ministère du Conseil exécutif (600 \$).

³ Coût total de l'infrastructure partagée soutenant le PGAMR. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

⁴ Au 28 février 2017

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Site	Description
www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	<p>Les objectifs de ce site, mis en ligne en février 2005 et conçu par la Direction des communications du Ministère, étaient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en valeur le rôle de la municipalité dans la vie de tous les jours; • y intéresser le citoyen et susciter sa participation au vote; • susciter les candidatures de citoyens et de citoyennes et plus particulièrement de femmes, de jeunes et de membres des communautés culturelles aux élections; • mettre en valeur le rôle de l'élu municipal et sa contribution essentielle à la société; • mettre en valeur l'événement historique que constituent les élections 2005, moment charnière en politique municipale québécoise, puisque les élections municipales ont eu lieu pour la première fois en même temps dans toutes les municipalités québécoises. <p>Pour les élections municipales 2009, le site a été revu par la Direction des communications du Ministère : nouveau concept visuel, réorganisation de la structure d'information et mise à jour du contenu.</p> <p>Au début de 2013, le site a été entièrement revu (concept graphique et structure d'information) pour tenir compte des élections municipales en novembre 2013.</p>
www.semainedelamunicipalite.gouv.qc.ca	<p>Ce site, conçu dans le but de promouvoir la Semaine de la municipalité auprès des citoyens et des municipalités, vise à mettre de l'avant les actions et les valeurs qui caractérisent les communautés du Québec et également à mieux faire connaître les nombreux services offerts par les municipalités. C'est pendant l'année 2009-2010 que ce site a vu le jour. Lors des années antérieures, l'information concernant la Semaine de la municipalité se trouvait directement dans le site Web ministériel (concept visuel et contenu).</p> <p>Dans le cadre de l'exercice de rationalisation des sites Web gouvernementaux, piloté par le Secrétariat à la communication gouvernementale, le contenu de ce site Web a été déplacé vers le site Web principal du Ministère en juin 2016.</p>

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

www.municipalitedurable.gouv.qc.ca

Mis en ligne en 2013, le site Web Municipalité durable constitue une plateforme visant à informer les organismes municipaux de la marche à suivre pour entreprendre des démarches intégrées de développement durable. Le site leur propose un éventail d'outils utiles à l'élaboration et à la mise en œuvre de pratiques durables.

Le site Web représente donc un « élément accélérateur » favorisant la mise en place de démarches intégrées de développement durable en milieu municipal et régional, et ce, au bénéfice des communautés d'aujourd'hui et de demain.

Dans le cadre de l'exercice de rationalisation des sites Web gouvernementaux, piloté par le Secrétariat à la communication gouvernementale, le contenu de ce site Web a été déplacé vers le site Web principal du Ministère en juin 2016.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

PGAMR
www.portailmunicipal.gouv.qc.ca

Le Portail gouvernemental des affaires municipales et régionales (PGAMR) est un portail extranet offrant une porte d'accès sécuritaire aux services électroniques transactionnels entre les organismes municipaux et les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il utilise les services d'authentification de clicSÉCUR Entreprise pour garantir la sécurité des transactions.

Vingt et une prestations électroniques de services (PES) sont actuellement disponibles via le PGAMR.

- SESAMM : Système électronique de saisie de données financières des municipalités;
- Indicateurs : Suivi des indicateurs de gestion municipaux → délestage prévu au 31 mars 2017;
- STEFE : Système de transmission électronique financement et d'emprunt (financement permanent des municipalités);
- Compens@tions : Programme de compensations tenant lieu de taxes;
- PIQM et PIQM-Conduites: Présentation d'un projet dans le cadre du programme Infrastructures Québec-Municipalités – 2 PES;
- PRIMEAU : Programme d'infrastructure municipale d'eau;
- FPC – Collectivité : Fonds des petites collectivités – volet Infrastructure collective;
- FPC – Conduites : Fonds des petites collectivités – renouvellement des conduites, sous volet 1,1;
- TECQ 2014 : Reddition de compte dans le cadre du programme des Taxes sur l'Essence Canada-Québec;
- FEPTU – Conduites : Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – Renouvellement de conduites, volet 1;
- FEPTU – Eau : Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées – Infrastructure d'eau, volet 2;
- Espace partage : Lieu de publication des initiatives en acquisition et en production de données géomatiques;
- Territoires : Système d'information et de gestion de l'aménagement et développement du territoire;
- Pacte Rural : Reddition de compte dans le cadre du Pacte Rural, Laboratoires ruraux et produits de spécialité - 2 PES;
- SOMAE : Système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux → délestage prévu au 31 mars 2017;
- SOMAEU : Système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées;
- GDT : Système de transmission des permis municipaux de construction et de rénovation - 2 PES;
- GESV : Gestion environnementale des sels de voirie;

Dix-sept PÉS sont sous la responsabilité du MAMOT alors que GDT est sous la responsabilité de la Régie du bâtiment du Québec, GESV est sous la responsabilité du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports et SOMAE est sous la responsabilité du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Le PGAMR offre également des services de transferts de fichiers sécurisés, dont les suivants :

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

- les demandes au Fonds municipal Vert;
- les déclarations à la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable;
- le transfert des certificats de l'évaluateur;
- les demandes au Fonds de développement des territoires;
- les demandes d'autorisations du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et mesures de surveillance.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 7 des oppositions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 31

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Veuillez référer à la réponse de la question générale n° 2 pour les voyages faits en avion.

Se référer également aux informations fournies sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) : voir annexes.

http://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur_aout_2016.pdf (Annexe 1 pour le 1^{er} trimestre)

http://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur_novembre_2016.pdf (Annexe 2 pour le 2^e trimestre)

http://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur_fevrier_2017.pdf (Annexe 3 pour le 3^e trimestre)

4^e trimestre jusqu'au 28 février 2017 (Annexe 4)

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2016-2017

Trimestre : Avril à juin

AMENDÉ

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Coiteux, Martin	Ministre	Commission d'enquête fédérale des autochtones Nation Anishnabe au Lac Simon	15 mai 2016	Val d'Or	922,11 \$					
Coiteux, Martin	Ministre	Congrès annuel de l'Association des chefs en sécurité incendie au Hilton du Lac Leamy	21 mai 2016	Gatineau			125,32 \$			
Coiteux, Martin	Ministre	Visite d'une usine d'épuration et de la cour de transbordement	17 juin 2016	Matagami	931,49 \$					
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée des régions	29 juin au 1 ^{er} juillet 2016	Îles-de-la-Madeleine	507,32 \$	11,70 \$	108,08 \$	92,15 \$		
Boucher, Sylvain	Sous-ministre	Rencontre de travail	9 mai 2016	Montréal	190,90 \$			20,80 \$	11,50 \$	Stationnement
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre avec les employés	27 juin 2016	Montréal	215,00 \$			20,80 \$	13,00 \$	Stationnement
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre de briefing sur les OGAT	9 mai 2016	Montréal	207,18 \$	67,50 \$				
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre des partenaires	28 juin 2016	Montréal		36,00 \$				

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Suzanne Giguère	Administratrice d'État	Rencontre avec le ministre et le Collège des administrateurs de sociétés (CAS)	4 au 6 avril 2016	Montréal	115,32 \$		378,85 \$	135,00 \$	41,70 \$	Stationnement et indemnité forfaitaire coucher
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Colloque de l'UPAC	4 au 5 avril 2016	Brossard			118,42 \$	63,00 \$	15,85 \$	Stationnement et indemnité forfaitaire coucher
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre avec l'équipe de la Direction des Infrastructures - Montréal et réunion avec la Ville de Montréal	6 juin 2016	Montréal	120,64 \$			52,30 \$	9,00 \$	Stationnement
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre avec la Municipalité de Saint-Épiphanie - Projet d'infrastructures	16 juin 2016	Saint-Épiphanie	132,71 \$			20,80 \$		
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail et Études des crédits	14 au 15 avril 2016	Québec	211,99 \$	170,00 \$	119,61		18,00 \$	Stationnement
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail - Comité de gestion MAMOT	20 avril 2016	Québec	204,68 \$	67,50 \$			18,00 \$	Stationnement
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail - Comité de gestion MAMOT	4 mai 2016	Québec	204,68 \$	67,50 \$			18,00 \$	Stationnement
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre avec la Conférence administrative régionale de Laval	31 mai 2016	Laval	16,68 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail - Comité de gestion MAMOT	1 ^{er} juin 2016	Québec	204,68 \$	67,50 \$			18,00 \$	Stationnement
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - Comité de transition avec la Conférence régionale des élus de Laval	2 juin 2016	Laval	20,64 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail - Comité de gestion MAMOT	15 juin 2016	Québec	204,68 \$	67,50 \$			18,00 \$	Stationnement
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail - Arrondissement Montréal-Nord	16 juin 2016	Montréal				8,25 \$		
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre de travail - Comité de gestion MAMOT	20 juin 2016	Québec	219,30 \$			45,88 \$	18,00 \$	Stationnement
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et Cabinet	4 avril 2016	Montréal	207,18 \$					

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail	7 avril 2016	Montréal	155,39 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail	8 mai 2016	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail	15 mai 2016	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail	20 mai 2016	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et Cabinet	14 juin 2016	Montréal	103,60 \$					

Information complémentaire

— Les dépenses présentées concernant le ministre Coteux sont assumées par le ministère de la Sécurité publique

Paragraphe 17^e de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2016-2017

Trimestre : Juillet à septembre

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée au Nunavik	1 ^{er} et 2 septembre 2016	Kuujuaq	2 831,12 \$		258,69 \$			
Coiteux, Martin	Ministre	Remise de médailles à l'École des pompiers du Québec	10 septembre 2016	Saint-Félicien			118,37 \$			
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre CSPQ	12 juillet 2016	Québec	17,47 \$					
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Comité interministériel Lac-Mégantic	28 et 29 août 2016	Montréal	257,78 \$	73,35 \$	164,22 \$			
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontres Lac-Mégantic	7 septembre 2016	Lac-Mégantic	180,60 \$	67,50 \$				
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres avec le ministre	3 et 4 juillet 2016	Montréal	240,00 \$	73,35 \$				
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre avec la ville de Montréal	21 et 22 juillet 2016	Montréal	232,60 \$	41,62 \$				
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres avec le ministre	11 et 12 août 2016	Kirkland et Montréal	264,94 \$	109,13 \$				

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre avec le maire de Chambly	14 et 15 août 2016	Montréal	25,00 \$	41,63 \$				
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres avec le ministre	12 septembre 2016	Montréal		20,93 \$				
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres avec le ministre	18 et 19 septembre 2016	Montréal	215,00 \$	105,08 \$				
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre avec partenaires - MRC Matawinie	12 juillet 2016	Rawdon	41,62 \$			20,93 \$		
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre du Conseil des maires - MRC de Montcalm	16 août 2016	Sainte-Julienne	74,60 \$			35,14 \$		
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre avec le ministre - les saines habitudes de vie Rencontre avec la MRC de l'Assomption	9 septembre 2016	Montréal et L'Assomption	65,15 \$	67,50 \$				
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre - membres du C.A. de l'ADGMQ	23 septembre 2016	Bécancour	96,57 \$	20,80 \$				
Giguère, Suzanne	Administratrice d'État	Rencontre de travail	4 juillet 2016	Montréal	135,09 \$	52,30 \$				
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Annonce d'un programme d'infrastructures	4 et 5 juillet 2016	Montréal	157,61 \$	73,35 \$	164,22 \$	13,00 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Annonce d'un programme d'infrastructures	7 juillet 2016	Saint-Elzéar	60,20 \$					
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Annonce d'un projet d'infrastructures	13 juillet 2016	Trois-Rivières	102,64 \$			11,72 \$		
Guay, Frédéric	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre avec l'Administration régionale Kativik et des représentants de villages nordiques	31 août au 2 septembre 2016	Kuujuuaq et Puvirnituq	3 123,12 \$	94,40 \$	387,46 \$	33,61 \$		

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre au parc Jean-Drapeau - Pavillon du Canada "Évolution du Grand prix du Canada"	30 août 2016	Montréal	21,37 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Comité de gestion du MAMOT et diverses rencontres	14 septembre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Comité de gestion du MAMOT et diverses rencontres	20 septembre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Comité de gestion du MAMOT et diverses rencontres	28 septembre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et cabinet	4 juillet 2016	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Diverses rencontres avec le cabinet	11 au 13 juillet 2016	Montréal	275,62 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Diverses rencontres avec le cabinet	22 et 25 juillet 2016	Montréal	245,62 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et cabinet	8 août 2016	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Diverses rencontres avec partenaires et cabinet	15 et 16 août 2016	Montréal	103,60 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et cabinet	21 août 2016	Montréal	207,18 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontres de travail	6 septembre 2016	Montréal	163,92 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontres de travail	12 septembre 2016	Montréal	222,82 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Rencontres de travail	23 et 26 septembre 2016	Montréal	111,42 \$					

Information complémentaire

— Les dépenses présentées concernant le ministre Côté sont assumées par le ministère de la Sécurité publique

Paragraphe 17^e de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2016-2017

Trimestre : Octobre à décembre

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre OSCQ (Organisation de la sécurité civile du Québec)	20 octobre 2016	Québec	22,18 \$					
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre - Lac-Mégantic	25 octobre 2016	Lac-Mégantic	180,60 \$	52,30 \$				
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre - Direction régionale du Saguenay - Lac-Saint-Jean	28 octobre 2016	Chicoutimi	186,60 \$	67,50 \$				
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre - Direction régionale de l'Estrie	24 et 25 novembre 2016	Sherbrooke	12,00 \$	58,15 \$	133,28 \$			
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre FGTI (Forum des gestionnaires en technologies de l'information)	1 ^{er} décembre 2016	Québec	15,79 \$					
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des TI et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	12 décembre 2016	Québec	17,23 \$					

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Arsenault, Martin	Sous-ministre adjoint à la gouvernance du dossier Lac-Mégantic et des T1 et sous-ministre adjoint aux territoires	Rencontre - Direction régionale de la Montérégie	19 décembre 2016	Longueuil				11,15 \$		
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre avec un partenaire	2 et 3 octobre 2016	Montréal	233,16 \$	73,35 \$	213,01 \$			
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre avec le cabinet	16 et 17 octobre 2016	Montréal	215,00 \$	58,50 \$	213,01 \$			
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre avec partenaires	23 et 24 octobre 2016	Montréal	251,16 \$	73,35 \$	213,01 \$			
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres de travail	3 et 4 novembre 2016	Montréal	264,85 \$	41,63 \$	170,17 \$			
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres de travail	13 et 14 novembre 2016	Montréal	202,30 \$	94,28 \$	170,17 \$			
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres de travail	28 et 29 novembre	Montréal - Longueuil	213,05 \$	58,50 \$				
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontre de travail	13 décembre 2016	Montréal	158,33 \$					
Croteau, Marc	Sous-ministre	Rencontres de travail	18 et 19 décembre 2016	Montréal - Longueuil	227,71 \$	73,35 \$	170,17 \$			
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre - Comité sur la transition énergétique du milieu urbain - Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	12 octobre 2016	Québec	11,67 \$					
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre avec le directeur général de la Communauté métropolitaine de Montréal	20 octobre 2016	Montréal	96,50 \$			21,18 \$		
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre - Projet récréotouristique du Mont Cascades	27 octobre 2016	Gatineau	122,41 \$	67,50 \$				
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre avec le maire - Ville de Bois-des-Filion	8 novembre 2016	Bois-des-Filion	135,59 \$			5,29 \$		
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre avec le préfet - MRC de Matawinie	29 novembre 2016	Rawdon	41,91 \$			27,29 \$		

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Rencontre avec la préfète - MRC de Montcalm	30 novembre 2016	Sainte-Julienne	75,52 \$			23,55 \$		
Gaudreau, Daniel A.	Sous-ministre adjoint à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire	Participation au Forum de l'Arctic Circle	11 au 13 décembre 2016	Québec	44,50 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - sous-comité de la CAR (conférence administrative régionale) de Longueuil	5 octobre 2016	Longueuil	27,47 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Formation - Session d'intégration des nouveaux gestionnaires emplois supérieurs	6 octobre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - CAR (conférence administrative régionale) de Laval	11 octobre 2016	Laval	20,64 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - Mairie de Longueuil	12 octobre 2016	Longueuil	13,33 \$					
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - comité de gestion du MAMOT et autres rencontres	26 octobre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - comité de gestion du MAMOT et autres rencontres	9 novembre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre des cadres Cercle de la Garnison	16 novembre 2016	Québec	215,24 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - comité de gestion du MAMOT et autres rencontres	23 novembre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - comité de gestion du MAMOT et autres rencontres	7 et 8 décembre 2016	Québec	245,68 \$	135,00 \$	126,14 \$			

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Lecours, Manon	Sous-ministre adjointe à la région métropolitaine	Rencontre - comité de gestion du MAMOT et autres rencontres	21 décembre 2016	Québec	222,68 \$	67,50 \$				
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et cabinet	3 octobre 2016	Montréal	60,32 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et cabinet	11 octobre 2016	Montréal	111,42 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail avec partenaires et cabinet	21 au 24 octobre 2016	Montréal	222,82 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Diverses rencontres avec le cabinet	28 et 31 octobre 2016	Montréal	222,82 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail	10 novembre 2016	Montréal	111,42 \$					
Unterberg, Jérôme	Sous-ministre adjoint aux politiques	Réunion de travail	25 au 28 novembre 2016	Montréal	111,42 \$					

Information complémentaire

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2016-2017
Période : Janvier à février 2017

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Villes ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Coiteux, Martin	Ministre	Constater les dégâts suite aux forts vents, grandes marées, et tempête fin décembre 2016 et	12 Janvier 2017	Sept-Îles	1 026,13 \$	20,80 \$				
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée FEPTU Montérégie (Fonds sur l'Eau Potable et Traitement des Eaux Usées)	24 Janvier 2017	Salaberry de Valleyfield Région 16						
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée FEPTU Estrie (Fonds sur l'Eau Potable et Traitement des Eaux Usées)	26 Janvier 2017	Weedon Région 05						
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée du lac St-Jean	29-30 Janvier 2017	Saguenay	529,58 \$	31,50 \$				
Coiteux, Martin	Ministre	Cérémonie funéraire à Montréal en hommage aux victimes de la tuerie à la	2 Février 2017	Montréal	563,91 \$					
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée en Abitibi Programme FARR	6 Février 2017	Rouyn-Noranda	940,88 \$	20,80 \$				
Coiteux, Martin	Ministre	Tournée Outaouais - Gatineau - Projet FARR	24 Février 2017	Wakefield		20,80 \$				
Frédéric Guay	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Comité de rétablissement de Percé	17 au 19 jan. 2017	Percé - Gaspé	1 139,69 \$	146,70 \$	223,73 \$			
Frédéric Guay	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Présence requise - Annonce FEPTU	27 janvier 2017	Shawinigan	109,11 \$			10,26 \$		
Frédéric Guay	Sous-ministre adjoint aux infrastructures et aux finances municipales	Rencontre de travail - Parc-Jean Drapeau	22 février 2017	Montréal	45,90			25,87 \$		

Frais de déplacement au Québec du ministre et des titulaires d'un emploi supérieur

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2016-2017
Période : Janvier à février 2017

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre au CSPQ	8 décembre 2016	Québec	20,10 \$					
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre au MRIF	10 janvier 2017	Québec	16,75 \$					
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre au MCE	24 janvier 2017	Québec	16,75 \$					
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre FARR - MEES	25 janvier 2017	Québec	18,83 \$					
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre FARR - Centre-du-Québec	26 janvier 2017	Bécancour	132,44 \$			23,37 \$		
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre FARR - Rouyn-Noranda	6 février 2017	Rouyn-Noranda	538,65 \$	67,50 \$				
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre - Comité des dirigeants de Services Québec	9 février 2017	Québec	17,75 \$					
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre MSP	13 février 2017	Québec	22,48 \$					
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre MAMOT - Mtl	14 février 2017	Montréal	222,74 \$			22,48 \$		
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre Lac-Mégantic	17 février 2017	Lac-Mégantic	180,60 \$					

Frais de déplacement au Québec du ministre et des titulaires d'un emploi supérieur

Paragraphe 17° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2016-2017

Période : Janvier à février 2017

Nom de la personne	Fonction	But ou objet du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents	
									Montant	Description
Martin Arsenault	Sous-ministre adjoint	Rencontre FARR - Estrie	23 février 2017	Sherbrooke	214,14 \$	73,35 \$				

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 33

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.

Veillez vous référer aux demandes de renseignements généraux n° 1 et 2 des oppositions.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 34

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 36

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire n'a aucun service public de tarifé.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	Remboursements 2016-2017 obtenus au 28 février 2017 en contrepartie des :	
	Subventions versées	Frais de gestion des programmes
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR)	0 \$	0 \$
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS)	0 \$	N/A
Fonds Chantiers Canada-Québec, volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ - VCGV)	22 525 701 \$	689 018 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Grands Projets (FCCQ - GP)	6 251 214 \$	N/A
Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Recherche et Planification Programme de recherche appliquée dans le domaine des infrastructures municipales (PRADIM)	303 241 \$	N/A
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ - FPC)	0 \$	46 015 \$
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)	0 \$	0 \$
Taxe sur l'essence et contribution du Québec (TECQ) 2014-2018 ¹	381 828 755 \$	N/A
TOTAL	410 908 911 \$	735 033 \$

¹ La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMOT selon l'entente signée le 23 juin 2014 correspond à 1 891,2 M\$. Le remboursement annuel indiqué correspond à 20,19 % de cette somme.

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC VCGV

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2016-2017			
2016-04-26	9 054 730,00 \$	2017-02-07	333 727,00 \$
2016-04-01	4 927 870,00 \$	2017-02-07	179 500,00 \$
2017-01-18	1 273 946,00 \$	2017-02-07	175 791,00 \$
2017-02-07	7 044 821,00 \$		
2017-02-21	224 334,00 \$		
Total 2016-2017	22 525 701 \$	Total 2016-2017	689 018 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC GP

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2016-2017			
2016-05-17	2 157 199,50 \$		
2016-10-11	764 121,00 \$		
2016-11-15	3 329 893,50 \$		
Total 2016-2017	6 251 214 \$	Total 2016-2017	0 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC PRADIM

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2016-2017			
2016-04-05	53 634,50 \$		
2016-10-05	111 221,00 \$		
2017-01-06	138 385,50 \$		
Total 2016-2017	303 241 \$	Total 2016-2017	0 \$

NOUVEAU FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC FPC

DATE DE DÉPÔT	MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION
Exercice 2016-2017			
		2016-04-04	8 628,00 \$
		2016-04-04	11 972,00 \$
		2016-05-09	6 007,00 \$
		2016-08-11	9 417,00 \$
		2016-11-25	9 991,00 \$
Total 2016-2017	0 \$	Total 2016-2017	46 015 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis payés en 2016-2017 s'élève à 109 387,42 \$ pour les professionnels et les fonctionnaires non syndiqués. Il n'y a aucune prime pour les cadres.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été allouée au personnel du MAMOT, et ce, pour toute catégorie d'emplois.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 43

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 44

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

Pour 2016-2017, il y a aucun cadre, dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Comité de vérification au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Mandat : Fournir au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs et une assurance quant à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôles, à la gouvernance, à la conformité des opérations et aux processus de reddition de comptes du Ministère.

Membres du comité	Date de début	Date de fin	Montant
Delisle, Suzanne	2015-03-11	2018-03-10	13 200 \$
Perron, Guy	2015-03-11	2018-03-10	13 200 \$
Pronovost, Jean	2015-03-11	2018-03-10	16 800 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 46

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministérielles existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun des programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 48

Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 50

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 51

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 52

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires maritimes) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 53

Ventilation du budget du Ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Aucun budget du Ministère n'a été consacré à la Stratégie maritime en 2016-2017.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Le Ministère n'a accordé aucune aide financière en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 56

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 58

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le Ministère n'a aucun contrat ayant fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

Programmation annuelle des ressources informationnelles (PARI) pour 2016-2017 :

- Opération : 13 626 900 \$
- Capital : 4 670 500 \$

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaudubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Les informations sur le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Pour le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques, veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux de l'opposition n° 11.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 60

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité n'est versée lors du départ à la retraite.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Veillez vous référer à la question n° 15 c) et 15 f) des renseignements généraux.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 63

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel de 2016-2017 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 64

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Quantité

Coût total

Exercice financier 2016-2017

Alliance for Water Efficiency	1	1 002,70 \$
Association de géomatique municipale du Québec	1	2 010,00 \$
Association de la sécurité de l'information du Québec (ASIQ)	1	534,63 \$
Association des responsables de gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	1	150,00 \$
Barreau du Québec	1	1 957,95 \$
Barreau du Québec	1	1 064,93 \$
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	3	795,00 \$
Comptables professionnels agréés du Canada (CPA)	1	175,00 \$
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAÉP)	1	200,00 \$
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	1	235,35 \$
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	1	294,19 \$
Institut canadien des actuaires	1	1 280,00 \$
Institut de la gestion financière de Québec	1	325,00 \$
Institut de la gestion financière de Québec	1	325,00 \$
Institut des auditeurs internes - section de Québec	1	150,00 \$
International Water Association (IWA)	1	153,82 \$
Réseau Action TI Montréal	1	200,00 \$
Réseau Environnement inc.	1	505,00 \$

Étude des crédits 2017-2018
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

	Quantité	Coût total
Société québécoise d'évaluation de programme	1	45,00 \$
Society of Actuaries	1	858,62 \$
Total 2016-2017	22	12 262,19 \$

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 